



SOLIDARITÉ À L'UNIVERSITÉ



LE RAYON ÉLECTORAL DU CERCLE FRANÇAIS

PAGE 6

QUOI DE NEUF, CHERCHEURS FRANCOPHONES?

PAGE 7

BÉNÉVOLES HUMANITAIRES EN EAUX TROUBLES

PAGE 12



Photo: Wikimedia Commons



**CONNECTÉS SUR
VOTRE RÉALITÉ.**

ICI PREMIÈRE VOTRE RADIO EN DIRECT SUR



gaboteur.ca

BRÈVES

Grève et retards à Postes Canada

Les livraisons de Postes Canada recommencent après deux semaines de grève. Le 9 octobre, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, qui représente plus de 55 000 employés de la société d'État, a annoncé que les travailleurs alterneront désormais entre la grève et la distribution du courrier.

Cette décision vient après l'annonce des nouvelles offres par Postes Canada le 3 octobre. Dans un communiqué de presse, le Syndicat a affirmé leur intention de continuer «la lutte pour protéger de bons services publics, maintenir des emplois de qualité et assurer la viabilité du service postal public,» dénonçant le plan du gouvernement de laisser Postes Canada «démanteler le service postal et de supprimer des milliers d'emplois».

Cette grève est la deuxième en moins d'une année pour le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. En raison des interruptions, les abonnés du *Gaboteur* peuvent anticiper la livraison retardée du journal. Entretemps, la version numérique du journal reste disponible gratuitement pour tous. **[JB]**

La route vers l'indépendance des aînées sur la péninsule de Port-au-Port

Vous avez plus de 50 ans, vous habitez dans la péninsule de Port-au-Port et vous avez besoin de vous déplacer à Stephenville? Un nouveau service de taxi, géré par l'Association régionale de la côte ouest (ARCO) et lancé en collaboration avec le Réseau Aînés francophones de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL), est en service depuis le début du mois.

La nouvelle Toyota, qui a coûté 63 000\$, a été financée par Emploi et Développement social Canada, l'ARCO et la FFTNL. Elle compte 8 places et arbore le drapeau francophone de la province ainsi que le logo du Réseau aînés.

«Nous sommes très heureux de pouvoir enfin répondre à la demande de nombre de nos aînés, qui pour des raisons de santé ou économiques, ne peuvent plus toujours se rendre à Stephenville pour leurs rendez-vous ou faire leurs courses», dit Naomi Félix-Gaddes, présidente de l'ARCO, dans un communiqué de presse publiée par la FFTNL. «Ce véhicule va aussi nous être très utile un pour lutter contre l'isolement social chez nos aînés, en leur permettant de se retrouver lors des activités que nous organisons dans nos différents centres communautaires», ajoute-t-elle.

Si vous avez besoin de services de transport ou si vous souhaitez faire du bénévolat en devenant chauffeur, envoyez un courriel à transport@arcotnl.ca ou téléphonez au **(709) 702-3755**. **[CB]**

Résultats des élections municipales

Qu'ils aient été élus sans opposition ou élus au scrutin, que les élections aient eu lieu le 2 ou le 8 octobre, voici une sélection des résultats pour certaines des régions francophones de la province. **[CB]**

Happy Valley-Goose Bay

Maire: Bert Pomeroy

Conseillers:

Jackie Compton Hobbs
Lori Dyson
Dion O'Dell
Denise Rumbolt
Jill Williams
Todd Winters

Labrador City

Maire: Jordan Brown

Conseillers:

Reilly Farrell
Kim Hartery
Julia Anne Manstan
Ryan Pike
Jonathan Riviere
Matthew White

Cap Saint-Georges**Conseillers:**

Martin Chaisson
Stella Cornect
Duran Felix
Catherine Fenwick
Gerry Labelle
Mercedez Quinlan
Nadine Tallack

St. John's

Maire: Danny Breen

Député: Ron Ellsworth

Conseillers:

Kate Cadigan
Sandy Hickman
Lynn Hammond
Nikita Ryall
Jill Bruce
Brenda Halley
Greg Noseworthy
Tom Davis
Donnie Earle

Corner Brook

Maire: Linda Chaisson

Conseillers:

Sherry Dean
Pam Keeping
Eddie Kennedy
Donna Luther
Steve Perchard
Donna Wheeler

Stephenville

Maire: Bob Byrnes

Conseillers:

Craig Butt
Paul Green
Maurice Hynes
Tom O'Brien
Darren Roberts
Lenny Tiller

JOURNÉE 25^e ANNIVERSAIRE**NOUVELLE DATE : Jeudi 13 novembre 2025**

Hôtel Delta, 120 New Gower Street, St. John's



Le souper du Gala 25e Anniversaire coûte 10\$. Réservation obligatoire avant le 6 novembre.
Pour plus d'informations, contactez: assistance@horizontnl.ca

ÉCONOMIE

ÉRIC CYR - LE TRAIT D'UNION DU NORD

Une réorganisation s'amorce

L'entreprise minière Rio Tinto IOC a enclenché une réorientation interne afin d'assurer une meilleure résilience opérationnelle et une compétitivité accrue à long terme, ce qui pourrait avoir une incidence sur les activités de ses installations de Labrador City au Labrador et de Sept-Îles sur la Côte-Nord.

«Rio Tinto IOC a lancé une initiative de transformation de l'entreprise pour assurer sa résilience opérationnelle et sa compétitivité à long terme dans un marché en mutation. Alors que la transformation est en cours, nous continuons à nous concentrer sur une production sécuritaire, une collaboration continue avec nos employés et le soutien des communautés dans lesquelles nous menons nos activités», confie à ce sujet une porte-parole de Rio Tinto IOC.

La conjoncture économique particulière qui règne actuellement expliquerait la nécessité de cette reconfiguration et la compagnie minière explique que ce réaménagement s'inscrit dans un contexte marqué par un accroissement de ses coûts internes, des enjeux liés à la santé de la fosse de la mine et un environnement de marché plus difficile. «Depuis 70 ans, IOC joue un rôle important dans l'économie et les communautés au sein desquelles elle opère. Les mesures que nous prenons visent à garantir la sécurité, la stabilité et la durabilité de nos activités pour les années à venir.»

Rio Tinto IOC n'a pas d'échéancier précis en lien avec cette recomposition et a fait appel à une firme de consultants, le cabinet international de conseil en management Bain & Company, au début septembre, afin de l'appuyer dans ses démarches. L'objectif est d'analyser la situation actuelle, de

poser un diagnostic global et d'aider l'entreprise à instaurer une stratégie destinée à améliorer l'efficacité de l'ensemble de ses opérations. La minière a précisé qu'aucune décision relative à d'éventuelles mises à pied n'a été envisagée pour l'instant, mais que le processus pourrait nécessiter une révision de l'organisation du travail et de son exécution.

Viabilité économique

Les récentes orientations des banques centrales qui favorisent une baisse des taux directeurs, le tout combiné au contexte économique difficile, incitent les grandes entreprises qui œuvrent dans des secteurs où le marché est cyclique, comme celui de l'acier et de l'aluminium, à faire preuve de prudence en rationalisant leurs dépenses afin de garantir une performance et un rendement optimal nécessaires à leur positionnement à long terme à l'échelle mondiale.

Compréhension et inquiétudes

Le président de la section locale 5795 du Syndicat des Métallos/Steelworkers, qui représente 1600 employés rattachés aux mines de Labrador City, Mike Furlong, qui connaît bien les cycles périodiques de turbulences que doivent affronter les compagnies minières, est au courant des modi-

fications souhaitées par Rio Tinto IOC qui sont destinées à faire face aux éventuels impacts liés au climat acrobatique économique qui se manifeste actuellement. Ce dernier, qui dénonce une mauvaise gestion des fosses minières par le passé, a confié être prêt à collaborer avec l'entreprise afin de contribuer à l'amélioration de certains aspects pour augmenter la productivité, mais confie que cette décision suscite cependant certaines inquiétudes au sein des travailleurs, surtout ceux avec moins d'ancienneté. «Ce remaniement qui émane de la direction témoigne de la volonté de l'entreprise de se garantir une place dans l'avenir et donc cela constitue une bonne nouvelle pour nos membres et notre milieu.»

La minière Rio Tinto IOC, dont la majorité des installations se trouve à Labrador City et à Sept-Îles, emploie près de 3000 personnes.

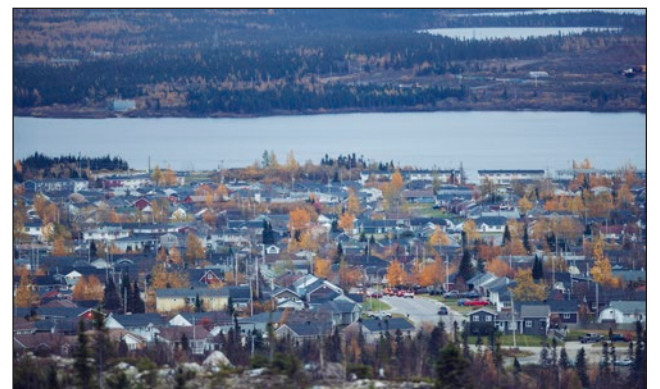


Photo: Éric Cyr (TDN)

CHRONIQUE À TEMPS PERDU

PATRICK RENAUD

La ritournelle de l'offre et de la demande

Il y a quelques semaines, dans un *party de fête* d'un ami, un couple d'invités nous faisait le récit d'un changement déterminant dans leur vie récente: l'achat d'une petite maison. À la question pourquoi avoir décidé d'acheter maintenant alors que les prix sur le marché demeurent très - trop - élevés, la réponse était simple et directe: après trois évictions subies au cours des quelques dernières années, ils en avaient marre; l'acquisition d'une maison leur apparaissait comme la seule manière de s'épargner une autre éviction souffrante qui vient déchirer leur vie en deux.



Photo: Blue Camels (2023), d'Ellie Hesse

En écoutant l'histoire de ce couple - une histoire si banale considérant la terrible régularité des évictions un peu partout au pays -, il m'était difficile de ne pas penser à l'écart qui existe entre ce fragment de réalité et les différents bavardages qui tiennent lieu d'analyses économiques portant sur la crise du logement. Il m'était difficile de ne pas entendre la ritournelle qui vient rythmer nos conversations publiques sur le sujet: *la crise du logement est une crise de l'offre en logements; il faut donc agir sur l'offre et construire plus de logements.*

Ce refrain familier et à prime abord raisonnable a l'avantage d'être simple.¹ En effet, si le marché de l'habitation est déséquilibré, si l'offre ne répond pas à la demande, alors il faut bonifier l'offre. Ce refrain permet également de chanter un couplet tout aussi connu: si l'offre est présentement insuffisante, c'est qu'il y a trop d'obstacles réglementaires et administratifs qui nuisent à l'élan constructif des entrepreneurs de l'immobilier. Bonifier l'offre implique ainsi d'affranchir ces derniers des chaînes qui les empêchent d'agir et de bâtir.

Cet air a cependant deux désavantages. D'abord, il présente l'offre comme une réalité générique et indifférenciée, alors qu'il n'y a pas une offre de logement, mais *des offres*: condos de luxe, maisons unifamiliales, logements locatifs, logements sociaux, logements en coopérative... Une compréhension générique de l'offre empêche de voir qu'il est tout à fait possible d'agir sur une de ces offres - par exemple en construisant des condos haut de gamme comme le veut la lucrative mode immobilière des dernières années - sans que cela

n'affecte le taux d'abordabilité sur le marché de l'habitation en général².

Par ailleurs, ce refrain encourage également une attitude oublieuse des dynamiques politiques qui ont contribué à nourrir la crise et à la rendre permanente. On peut par exemple penser au fait que le gouvernement fédéral a cessé depuis les années 1990 de financer la construction de nouveaux logements sociaux et l'entretien de ceux qui sont déjà existants³ et qu'il s'est plutôt engagé à investir dans des «programmes de logements abordables et de marché destinés aux ménages à revenu moyen et élevé»⁴ au détriment des ménages à faible revenu et des personnes en situation d'itinérance.

Le deuxième désavantage de ce refrain est qu'il laisse dans l'ombre la seconde variable qui influence l'équilibre d'un marché quelconque, la demande. Or dans le cas du «marché du logement», il y a une véritable mésentente, voire une lutte quant au sens à donner à cette demande.

Demander un logement s'enracine d'abord dans l'idée que n'importe qui a «droit à un lieu où vivre en toute sécurité et dans le respect de la dignité humaine»⁵. Un logement est ainsi *en demande* en raison de ce que Marx appelle sa «valeur d'usage» ou son utilité; le logement *vaut* quelque chose parce qu'il «satisfait les besoins ou les convenances de la vie humaine»⁶. Une offre qui répondrait à cette demande aurait alors pour mission⁷ de respecter ce droit d'habiter et de satisfaire ce besoin.

Mais la demande en logement peut aussi être enracinée dans une autre compréhension de la valeur et un autre droit, celui de marchander. Dans ce paradigme de la demande, le logement devient essentiellement une marchandise, c'est-à-dire un objet propre à être vendu ou acheté. La valeur d'un logement découle ainsi du fait qu'il demeure susceptible d'être échangé à plus fort prix; elle est orientée par un désir - ou mieux, une pulsion - de réaliser un profit.

Suite en page 4

Suite de la page 3: CHRONIQUE À TEMPS PERDU

Et il faut bien admettre que c'est ce droit et cette «valeur d'échange» qui structurent et organisent le marché de l'habitation au détriment de la valeur sociale d'un logement⁸. «Dans la plupart des pays, investir dans les logements procure de nombreux avantages fiscaux, aussi le système de logement est-il lui-même un paradis fiscal⁹ pour les sociétés d'investissement privé; l'immobilier est ainsi devenu un des secteurs les plus lucratifs d'une économie mondialisée et financiarisée¹⁰.

Or ce type de mécanismes d'acquisition à grande échelle participent à l'inflation fulgurante des prix des logements et précarise l'accès à un logement pour une part de plus en plus grande de la population.

C'est à partir de cette généralisation de l'insécurité que peuvent se comprendre les décisions individuelles que nous prenons en lien avec le fait de se loger: déménager, accepter une augmentation de loyer même si elle est abusive, acheter une maison même si cela nous lie aux chaînes de l'endettement pour les décennies à venir. Ces décisions ne sont pas l'expression d'une vie libre de cultiver ses propres aspirations. Elles correspondent bien plutôt aux traits d'une forme de vie *maganée* par l'insécurité et orientée par la peur de la destitution matérielle; une destitution qui est la part malheureuse, mais nécessaire au bon fonctionnement d'un marché qui carbure à la pulsion de profit.

Une société soucieuse de la dignité d'habiter de celles et ceux qui vivent sur son territoire ne peut pas faire l'économie d'un regard lucide sur les mécanismes économiques structurels qui transforment le logement en marchandise. Elle doit également se réconcilier avec une politique d'habitation axée sur une offre importante de logements hors-marché - logements sociaux ou coopératifs - qui échappent aux dispositifs de capture immobilière qui rendent nos villes de moins en moins vivables et abordables. Ce serait là une manière de valoriser le logement en fonction de sa contribution réelle au *bien-vivre* d'une société plutôt qu'au *bien-profiger* de quelques-uns.

¹ Ce qui facilite sa contagion, comme tout bon ver d'oreille.

² Louis Gaudreau et Catherine Héon Cliche, « Les grands gagnants de la crise du logement », *Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)*, 17 juin 2024, p. 5. Note disponible en ligne.

³ Social Housing & Human Rights Coalition, *Submission to the Standing Committee on Human Resources, Skills and Social Development and the Status of Persons with Disabilities on Federal Housing Investments*, 28 mai 2024, p. 5. Mémoire disponible en ligne.

⁴ Social Housing & Human Rights Coalition, *Submission to the Government of Canada regarding Budget 2025*, 2025, pp. 3-4. Mémoire disponible en ligne.

⁵ Leilani Farha, *Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable...*, 2017, p. 6. Rapport disponible en ligne.

⁶ John Locke cité par Marx, Section 1, Chapitre 1, *Le capital*, 1867.

⁷ Le mot « demander » est dérivé du latin *mando* (charger d'une mission).

⁸ P. Marcuse et D. Madden, *In Defense of Housing : The Politics of Crisis*, Verson Books, 2016, p. 13

⁹ Leilani Farha, *ibid.*, p. 10.

¹⁰ «La sphère financière mondiale a connu une croissance exponentielle, largement due au secteur du logement, et pèse maintenant bien plus lourd que ce qu'on appelle l'économie réelle «productive» rien qu'en termes de volume de richesses.» Cf. Leilani Farha, *ibid.*



223-233 rue Duckworth - suite 204
St. John's, TNL, A1C 1G8

☎ 1-(709)-753-9585 | 🌐 www.gaboteur.ca
➤ info@gaboteur.ca

AVIS DE CONVOCATION

41^e Assemblée
générale annuelle

• • • • •
27 novembre 2025

18h - 19h

par visioconférence
Inscrivez-vous par ici:



Il est de nouveau le temps pour l'Assemblée générale annuelle du Gaboteur et nous espérons vous voir en grand nombre le 27 novembre prochain, virtuellement et en personne!

Toute personne qui a un abonnement en règle au journal et qui réside à Terre-Neuve-et-Labrador ou qui paie une cotisation annuelle de 20\$ en est membre et pourra exercer un droit de vote lors de l'assemblée générale. Il est possible d'acheter un abonnement ou de devenir membre en contactant infogaboteur.ca.

Bienvenue à toutes et à tous!

ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue
2. Appel des membres
3. Nomination d'une présidence d'assemblée
4. Nomination d'un secrétariat d'assemblée
5. Lecture et adoption de l'ordre du jour
6. Présentation et adoption du procès-verbal de la 40^e assemblée générale annuelle
7. Présentation et adoption du rapport annuel:
 - a. Rapport sur les activités 2024-2025
 - b. Adoption des états financiers au 31 mars 2025
 - c. Nomination de la firme comptable pour l'exercice 2025-2026
8. Élections:
 - a. Nomination d'une présidence d'élections
 - b. Nomination d'un secrétariat d'élections
 - c. Mises en nomination et élections de trois postes
 - d. Présentation du nouveau Conseil d'administration
9. Varia — période de questions
10. Date et lieu de la 42^e assemblée générale annuelle
11. Levée de l'assemblée

Le GABOTEUR

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 204
St. John's (TNL) A1C 1G8

1(709)753-9585

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier Andrée Thoms
Ysabelle Hubert Lamia Gharbi
Navel Sarr Marilaine Landry
Nancy Boutin

Contact: ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général par intérim et rédacteur
Cody Broderick - redaction@gaboteur.ca

Adjointe à la rédaction

Jessica Tucker - stage@gaboteur.ca

Secrétaire de rédaction

John Babb - info@gaboteur.ca

Mise en page

Mohera-Lily Baird-Georges

Ont collaboré à ce numéro

Éric Cyr (*Le Trait d'Union du Nord*), Patrick Renaud, Anaïs Hébrard, Pascal Lapointe (Agence Science-Presse), Maya Marmouche, Inès Lombardo (Francopresse)

Impression: Advocate Printing
Distribution (dernier numéro): 750 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Lignes agates marketing
anne@lignesagates.com

Terre-Neuve-et-Labrador, Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
info@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA Papier + numérique: 35 \$
 Numérique (Canada): 25 \$
INTERNATIONAL Numérique: 30 \$
 Papier + numérique: 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnez-vous

réseau@presse
médias professionnels de l'info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur projet numérique de l'année

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2022
meilleur chronique

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2023
meilleur article arts et culture

meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2024
pour la qualité éditoriale et graphique

meilleur article arts et culture
meilleure photographie
meilleur projet spécial imprimé

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2025
pour la qualité éditoriale

meilleur article arts et culture
meilleur article communautaire

LE GABOTEUR INC. est membre de du Réseau.Presse. Nous sommes fiers d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

CHRONIQUE

ANAÏS HÉBRARD

Quel concombre!

Début septembre dernier, des pêcheurs de la péninsule de Burin ont empêché le déchargement d'une récolte de concombres de mer à bord d'un bateau de Saint-Pierre. Perspective sur ces manifestations.

Morue, homard, crabe des neiges, flétan et autres produits récoltés dans l'océan sont les fruits de mer qui font le bonheur de nos assiettes locales. Cependant, il y a une étrange curiosité marine que l'on ne mange pas dans nos contrées, mais qui est prisée par les pays orientaux, comme la Chine, Taïwan, le Japon ou encore Singapour. C'est le concombre de mer.

Un légume vert récolté dans les profondeurs maritimes? Pas du tout. C'est une holothurie, de la famille des échinodermes, des noms barbares pour un animal vivant dans les fonds marins.

Le concombre de mer est une véritable usine de traitement du sable dont il se nourrit pour en extraire les matières organiques. Après avoir avalé le sable sur lequel il rampe, le concombre le rejette par l'anus. Le sable ressort tout propre, débarrassé de ses impuretés. Le concombre sert aussi d'abris pour les poissons voisins. La description détaillée de la bestiole me fait évidemment penser aux vers rencontrés dans le film *Dune*, la monstruosité en moins. Il semble que la chair de ce boudin visqueux à la couleur indéfinissable soit consommée sous toutes formes de cuisson, friture, bouillon, marinade. Il peut être aussi séché ou proposé sous forme de potage. Une des raisons de son succès? Vous vous en doutez! La bête serait aphrodisiaque. Détail amusant, plus les piquants dont elle est couverte sont nombreux, plus elle a de valeur et donc, plus elle est vendue cher. Par ailleurs, les Saint-Pierrais l'ont affublée d'un nom particulièrement vulgaire que je ne me permettrai pas de répéter ici mais disons que c'est une allusion crue aux attributs masculins.

Notre dent occidentale le trouvera caoutchouteux

au goût d'algue putréfiée, tandis que notre nez de gourmet se retroussera à l'odeur de ce mets dont l'aspect nous semble répugnant, selon les standards de notre cuisine. C'est la raison pour laquelle le produit de la pêche au concombre de mer ne se retrouve pas dans nos rayons bien qu'il soit très présent dans nos eaux territoriales.

Gastronomie orientale, industrie locale

Ainsi, cette denrée est tout de même pêchée dans nos fonds afin de l'exporter vers les pays pour lesquels elle représente un des délices de leur gastronomie. C'est un véritable caviar acheté au prix fort, les gisements orientaux ayant été évidemment surexploités. Les bateaux terre-neuviens, saint-pierrais et miquelonnais se sont lancés dans l'aventure «concombre de mer». À Saint-Pierre et Miquelon, l'Institut français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer, l'équivalent de Pêche et Océans Canada (MPO), a développé un programme scientifique pour évaluer la ressource, grâce, entre autres, à un équipement de haute technologie, mais aussi à l'intelligence artificielle. Il ne s'agirait pas de faire la même erreur qu'avec la morue et de tarir le précieux gisement.

Hélas, tout n'est pas rose au pays du concombre de mer. L'usine de Miquelon devait prendre en charge le traitement de cette pêche lucrative mais a connu des soubresauts obligeant les pêcheurs à livrer leur cargaison à Terre-Neuve. De nouvelles taxes douanières imposées par la Chine, créent des tensions. Enfin, le traitement du concombre, côté îles françaises, est assujéti aux lois sanitaires et vétérinaires européennes, ce qui rend sa commercialisation complexe, voire impossible, sous drapeau français.

Des conflits apparaissent

L'histoire commune des deux régions a connu plus d'une friction, mais, cette fois-ci, la crispation a eu lieu entre les pêcheurs de la péninsule de Burin et un bateau de Saint-Pierre, le *Marcel-Angie III*. Celui-ci devait vendre sa cargaison à une entreprise groenlandaise qui proposait un prix inférieur à celui proposé aux pêcheurs canadiens. Ainsi, le capitaine du *Marcel-Angie III* a renoncé à ses captures qui ont été rejetées à la mer. Si les pêcheurs de Terre-Neuve sont heureux de ce dénouement, puisque cela leur permet de soutenir leur activité, il est évident que pour le capitaine du *Marcel-Angie III*, c'est une dure déception d'autant plus qu'il ne veut pas créer de conflits avec ses voisins.

Il serait dommage que cette drôle de bestiole, qui fait le bonheur des papilles asiatique et de leur imaginaire, fasse le malheur de nos frontières. De mon côté, un filet de morue fraîchement pêché puis sauté à la poêle me ravira bien plus qu'un morceau de concombre de mer malgré ses promesses sujettes à caution de septième ciel!



Photo: Sean P. Myers (Wikimedia Commons)

150 ANS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA

Quatre-vingt-douze personnes ont occupé le poste de juge à la Cour suprême depuis 1875. De ce nombre, onze sont des femmes – et cinq d'entre elles siègent actuellement.

Il a fallu attendre 1982 pour qu'une femme, Bertha Wilson, ait un siège à la Cour suprême et l'année 2000 pour qu'une femme devienne juge en chef. Bien d'autres premières suivront.

Figures marquantes de la Cour suprême

Comment sont nommé-e-s les juges?

Il incombe au gouvernement de nommer les juges (via un comité consultatif, le cabinet et le premier ministre). Les juges viennent souvent des cours supérieures provinciales

ou territoriales. Leur région du pays, leur genre, leur champ d'expertise (p. ex. : droit pénal, droit civil...) et un bilinguisme fonctionnel entrent en ligne de compte dans leur désignation.

Un mandat a une durée moyenne de 12 ans. Les juges doivent prendre leur retraite à 75 ans.

Mandat le plus long : 38 ans

SIR LYMAN POORE DUFF

sera nommé juge en 1906 et juge en chef en 1933, jusqu'en 1944.

Mandat le plus court : 8 mois

ARTHUR CYRILLE ALBERT MALOUIN

nommé en 1924, ne siégera que huit mois avant de prendre sa retraite en 1924.

Qui est le premier juge ou la première juge...

... de confession juive ?

BORA LASKIN, de Thunder Bay (Ontario), nommé en 1970. Il est devenu par le fait même le premier juge de la Cour suprême à ne pas être de descendance britannique ou française.

... acadien ?

MICHEL BASTARACHE, nommé en 1997, à la retraite de Gérard LaForest (originaire de Grand-Sault, N.-B.). Né à Québec d'un père acadien, il s'est installé au Nouveau-Brunswick au début de sa carrière.

... en chef ?

BEVERLEY MCLACHLIN, nommée en 1989 et première femme à devenir juge en chef, de 2000 à 2017.

... d'une minorité raciale ?

MAHMUD JAMAL, nommé en 2021. Il est né au Kenya.

... autochtone ?

MICHELLE O'BONSAWIN, Abénakise et Franco-Ontarienne, nommée en 2022.

... francophone de l'Ouest ?

MARIE MOREAU, Franco-Albertaine nommée en 2023. Elle est aussi la première femme à avoir été juge en chef de la cour supérieure de l'Alberta.

BERTHA WILSON

MICHEL BASTARACHE

MAHMUD JAMAL

MARIE MOREAU

BORA LASKIN

BEVERLEY MCLACHLIN

MICHELLE O'BONSAWIN

Pour en savoir plus, scannez le code QR.



réseau presse médias professionnels de l'Info locale

ARC du Canada Alliance des radios communautaires

Produit grâce au soutien financier du gouvernement du Canada

Canada 

VIE ÉTUDIANTE

JESSICA TUCKER - IJL - LE GABOTEUR

Le Cercle Français: par des étudiants, pour les étudiants

Le début de l'année scolaire s'annonce à l'Université Memorial (MUN) avec une rafale d'élections pour les comités exécutifs des associations étudiantes. La nouvelle équipe à la barre de l'association des étudiants de français, Le Cercle Français (LCF), envisage une année qui déborde d'événements pour ses membres.

Cette année, le comité exécutif du LCF compte neuf membres, dont la moitié sont nouveaux. Raine Clarke, la nouvelle secrétaire de l'association, termine sa troisième année d'études en français et en anglais. Elle était auparavant membre régulière de l'association.

«Je suis allée à beaucoup d'événements l'année dernière, comme le Gala et le *bus crawl*», explique-t-elle. «Tout le monde était très gentil, je voulais être plus engagée.»

L'un des grands buts du LCF pour cette année est d'accroître l'engagement au sein des étudiants de français comme Raine. L'association constate que l'intérêt s'amointrit tant pour les postes du comité que pour la participation des membres réguliers. Les neuf personnes élues au comité exécutif sont les seules qui ont soumis des candidatures lors de l'élection cette année. La présidente réélue de l'association étudiante, Kenza Kammoun, s'inquiète de ce déclin.

«Nous avons remarqué [l'année dernière] que certaines personnes non élues n'allaient pas aux événements», dit-elle. «On veut changer cela, éliminer la barrière et être inclusive.»

Pour rendre les postes dans le comité exécutif plus attirants, LCF s'est tourné vers le bureau de bénévolat étudiant, Student Volunteer Bureau (SVB), de MUN. Les membres du comité exécutif constatent que beaucoup des personnes qui s'intéressent aux postes exécutifs ont de l'expérience en bénévolat et en cherchent davantage. Grâce à un nouveau partenariat avec le SVB, occuper un des neuf postes au sein du comité constitue maintenant des heures de bénévolat.

Que veulent les membres?

L'évolution de leur offre d'événementiel est le deuxième procédé, une décision informée par les chiffres de participation de l'année dernière. Le noyau de la fréquentation du Cercle Français consiste en un groupe de

7 à 10 personnes à présent. Tenant cela en compte, les membres du comité exécutif confirment retenir tout événement organisé en 2024-25, et veulent en proposer encore plus pour 2025-26.

L'événement le plus important de l'année pour LCF est leur Gala, qui se tient en printemps, vers la fin du trimestre d'hiver. Kenza Kammoun décrit la fréquentation d'«assez intense», beaucoup de personnes qui ne vont pas aux autres événements se présentent au Gala.

Katherine Barrett, récemment réélue au poste de vice-présidente, révèle que plusieurs membres de l'association étudiante souhaitent organiser deux *bus crawl* cette année, une activité très appréciée. Elle révèle que le comité de direction envisage de mettre en place deux soirées de trivia si l'option des *bus crawl* ne se concrétise pas. Une nouveauté cette année scolaire: des séances hebdomadaires de pickleball et de badminton seront éventuellement annoncées.

Au niveau organisationnel, la nouvelle répartition des tâches sonne le changement au sein du comité exécutif. Kenza Kammoun explique qu'elles sont maintenant mieux séparées, ce qui favorise une interdépendance parmi les membres.

«L'année dernière tout le monde faisait tout, cette année, tout le monde a sa charge.»

En plus d'avoir un calendrier partagé, Katherine Barrett dit qu'elles se réunissent deux fois chaque mois pour se discuter, ce qui facilite encore l'organisation des événements.

Tisser des liens

L'accessibilité constitue un des plus grands défis du LCF, et elle se manifeste sous plusieurs formes. La secrétaire, Raine Clarke, se soucie notamment des étudiants poursuivant des mineurs en français. Elle craint que plusieurs étudiants se disent qu'ils n'ont peut-être pas leur place dans l'association. La présidente du Cercle Français se dit pourtant préoccupée par le manque de visibilité général de l'association.

«Il y a beaucoup de gens qui ne savent pas que nous existons», dit-elle.

Afin d'augmenter cette visibilité, le comité cherche à impliquer la Communauté de vie et d'apprentissage francophone (CVAF), une résidence étudiante francophone ouverte à MUN en décembre 2024. Cette ouverture tardive a entraîné que le CVAF et LCF n'ont pas pu tirer pleinement profit de leur point com-



Le nouveau comité exécutif du LCF. En premier rang, de gauche à droite: Ava Finch, Katherine Barrett, Kenza Kammoun, Raine Clarke. En deuxième rang, de gauche à droite: Sophie Crummey, Deidra Snook, Emma Douglas. Absentes de la photo: Abby Murphy et Claire Fancy. Photo: Courtoisie

mun francophone l'année dernière. Kenza Kammoun est également la coordinatrice de la résidence cette année. Étant donné qu'elle préside également Le Cercle Français, l'espoir d'établir un lien plus étroit avec le CVAF se développe. À cette fin, elle raconte que l'association est en communication «presque constante» avec le bureau de la vie étudiante.

Le lien entre Le Cercle Français et les professeurs de français demeure toujours fort. Cela se démontre lors du Gala chaque année, auquel plusieurs membres de la faculté y participent. Kenza Kammoun dit que cette bonne relation avec les professeurs est une particularité du département. Selon elle, les étudiants et les professeurs n'ont aucune barrière l'un envers l'autre.

Le rapetissement du département des langues, des littératures et des cultures modernes le long des dernières années est un fait inquiétant, mais connu parmi les étudiants de français à MUN. Katherine Barrett estime donc que participer au sein du Cercle Français est une manière de rester engagé dans le départe-

ment. La présidente renchérit sur ce propos en expliquant que l'association fait du travail actif pour recruter des étudiants.

Bien que l'association étudiante s'est auparavant associée avec des organismes francophones, tels que l'Association communautaire francophone de Saint-Jean, il est le moment de cibler les étudiants, selon Kammoun.

«Cette année, nous voulons un peu restreindre notre vision et servir les étudiants, car on est premièrement une organisation étudiante», dit-elle.

Si le comité exécutif vise un agrandissement de l'association dans le futur, Raine Clarke rappelle l'aspect positif de la situation à présent. Elle dit que c'est un bénéfice que le groupe soit si petit pour l'instant, car tout le monde s'est rendu très proche. Le Cercle Français espère toutefois agrandir la portée de cette proximité afin de bâtir une association populaire, reconnue et, avant tout, qui sert tout étudiant francophone et francophile de MUN.

En plus de Kenza, Katherine et Raine, le comité exécutif du LCF consiste en trois membres réélues, Abby Murphy (Trésorière), Sophie Crummey (Coordinatrice des événements) et Ava Finch (Coordinatrice des événements), ainsi que trois nouveaux membres, Emma Douglas (Représentante de 3^e année), Claire Fancy (Représentante de 2^e année) et Deidra Snook (Représentante des réseaux sociaux).



Abby Murphy est la trésorière réélue de LCF. Elle fait des études en commerce et en français. Photo: Courtoisie



Claire Fancy est la nouvelle Représentative de 2^e année. Ses études comptent un majeur en français et un mineur en psychologie. Photo: Courtoisie

Si vous souhaitez suivre les actualités de l'association étudiante Le Cercle Français, vous pouvez les trouver sur Facebook et Instagram @munlcf.

SCIENCE SUR LE ROCHER

JOHN BABB

Une soirée chez les Terre-Neuvas

Le Centre Nexus de l'Université Memorial est maintenant hôte d'une série de conférences en français. Philippe Hrodej, spécialiste en histoire maritime transatlantique, débute cette série avec un discours sur la présence française sur la Grande Péninsule du Nord.

Jennifer Selby, professeure au sein du département de sciences religieuses de l'Université Memorial et directrice du Centre Nexus, engage les curieux avec une nouvelle série de discours publics de langue française intitulée *Quoi de Neuf?*. Cette série invite des chercheurs d'expression française, d'ici et d'ailleurs, à partager leurs recherches et idées sur des sujets divers.

Ce programme, qui a lieu au campus de la capitale, a été financé par le Bureau des services en français du gouvernement provincial. Il a non seulement pour but de partager du savoir en français, mais aussi de rassembler les curieux d'expression française.

Pour lancer cette série le 2 octobre, une réunion intime a accueilli l'historien Philippe Hrodej, professeur à l'Université Bretagne-Sud en France. Ancien mousse et marin, monsieur Hrodej est aujourd'hui spécialiste en histoire maritime transatlantique et a présenté l'histoire de la présence française sur la Grande Péninsule du Nord.

«J'essaie d'être Terre-Neuva ou Terre-Neuvier»

Comme coordonnateur scientifique du groupe GEMER (Gens de mer des temps modernes), Philippe Hrodej s'intéresse en particulier aux familles marines de Cancale, en Bretagne, d'où viennent la plupart des Français dans cette région surnommée le Petit Nord.

Avec des colonies impermanentes des pêcheurs français surtout installés le long de la côte, de LaScie jusqu'à Quirpon, selon les informations archivées, beaucoup de ces marins sont partis de Saint-Malo. En 1736, 55 navires et 3325 hommes quittent cette ville française pour la pêche en outre-mer. 45% de ces na-

vires, dont 52% du personnel, étant destinés pour la Grande Péninsule du Nord, constate le chercheur. Les documents qu'il consulte notent plusieurs aspects des vies personnelles des pêcheurs, tout entre leurs caractéristiques physiques, leurs familles et leurs historiques de travail.

Pendant son séjour sur le vieux Rocher, monsieur Hrodej a même tenté de comprendre la perspective de ces marins français sur les rives terre-neuviennes. «Moi, ce soir, je suis avec des Terre-Neuviens», dit-il. «Et moi, quand je travaille, j'essaie d'être Terre-Neuva ou Terre-Neuvier», soit les anciens noms pour ces pêcheurs français.

«Vous, vous voyez [Terre-Neuve] depuis la terre. [...] Les gens sur qui je travaille, [leur] regard, il vient de la mer, en fait. Et c'est ça, pendant tout mon voyage, à quoi je pensais en fait. Je me disais finalement: je suis sur la route, c'est bien gentil, mais il faudrait que je sois sur un bateau pour apprécier mieux et puis regarder exactement et découvrir [...] les différents rochers qui affluent, les traits de côte, et me dire, tiens, on va arriver, on va pouvoir s'éparpiller.»

Femmes et familles en France

Sur l'autre côté de l'Atlantique, une autre réalité se dévoile à travers les archives. Pendant la soirée, le chercheur a également mis l'accent sur les responsabilités des femmes des marins français partis à travers l'Atlantique. D'après lui, les dossiers détaillant les dates des départs et retours des marins offrent aux chercheurs, paradoxalement, à mieux comprendre la vie familiale et des femmes de ces marins.

Pour Philippe Hrodej, comprendre le genre à cette époque fait partie du but plus large à comprendre les réalités de tout le monde au fil du temps.

Les marins étaient en mer pour la majorité de l'année et à l'époque, dit-il. Et si vous voulez un marin, vous seriez ensemble deux ou trois mois maximum. En absence de leurs maris, les femmes profitaient normalement du statut de procuration pour prendre des décisions légales. Plusieurs parmi elles ont pu acheter et vendre des maisons, par exemple, contrairement à la norme.

En plus de s'occuper des enfants, y compris l'élevage des futurs mousses et marins, plusieurs de ces femmes dirigeaient également leurs propres entreprises pour gagner la vie quand les salaires des maris absents ne suffisaient pas. «La pluriactivité, c'est le fait que le salaire de l'homme ne suffit pas», précise monsieur Hrodej. «Quand elle est veuve, c'est encore pire. [...] Et c'est pas des *petits* travaux, c'est un *travail*, je veux dire, un travail à part entière.»

«C'est pas pour faire passer le temps, c'est pas pour se distraire pendant un an, c'est vraiment pour gagner sa croûte.»

Partager avec le public

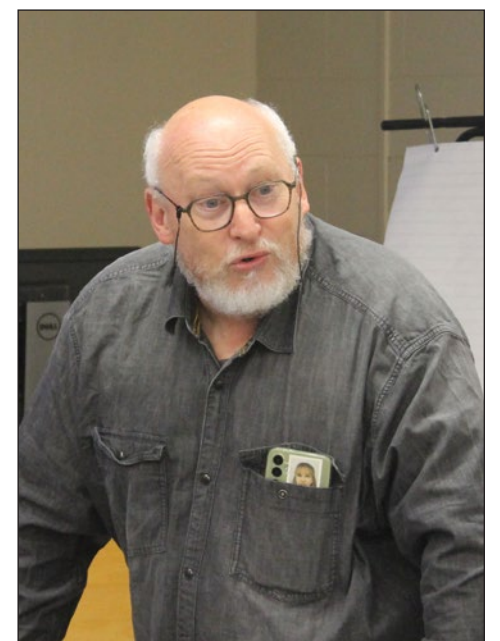
Cette première conférence de *Quoi de Neuf?* a permis au monsieur Hrodej de partager ce projet et «rattacher évidemment cette recherche à Terre-Neuve».

«Les Français ont envoyé chaque année des milliers de gens ici» dit-il. «D'ailleurs, de se dire combien sont morts ici, combien sont enterrés ici, là, etc. Il y en a des centaines. Donc, il y a ce passé qui est important.»

Selon lui, ce moment dans l'histoire de la province est encore pertinent pour comprendre les réalités de nos jours, tout entre les noms des baies et fleuves jusqu'au patrimoine français laissé dans la région.

«Notre province regorge de chercheurs et chercheuses francophones et francophiles d'un immense talent», ajoute Jennifer Selby. «Nous traversons une période d'austérité dans l'enseignement supérieur, y compris ici à Memorial. Compte tenu, entre autres, de la récente fermeture du Bureau de l'engagement public de Memorial et de tout le travail remarquable qu'il a accompli pour tisser des liens avec les communautés locales, je suis reconnaissante de disposer de cette petite fenêtre pour partager avec le public, de manière à la fois ludique et accessible, certaines des recherches extraordinaires menées par les chercheurs et chercheuses de notre université.»

Pour participer aux prochaines rencontres, rendez-vous à l'université ou en visioconférence le 22 octobre, quand Pierre-Paul Bitton présentera la vie sociale et des réseaux des macareux, et le 29 octobre, quand Maureen Scheidnes présentera ses recherches sur le bilinguisme chez les enfants. Les présentations suivantes s'afficheront au fer et mesure sur les réseaux sociaux du Nexus Centre.



Philippe Hrodej de l'Université Bretagne-Sud. Photo: John Babb

MANIFESTATION ÉTUDIANTE

UNE JOURNÉE D'ACTION

Le 1^{er} octobre, les étudiants de l'Université Memorial (MUN) se sont rassemblés devant l'horloge du campus de St. John's pour manifester contre les frais actuels de scolarité. Cette année, si un résident de cette province suit 5 cours de 3 crédits par semestre, soit un horaire plein, on paie 3375\$ le semestre. Cela représente une augmentation de 264,7% depuis 2021. Organisée par le syndicat des étudiants, MUNSU, la «journée d'action» a également réclamé la rémunération pour les stages actuellement non rémunérés, soit dans les programmes en infirmerie, en travail social ou en éducation, par exemple. Les stagiaires en ingénieur, quant à eux, bénéficient actuellement d'un salaire. [CB]

Frais de scolarité pour un crédit

Source: Tuition Fees and Charges Archive de MUN

	Résidents de TNL	Résidents permanents et canadiens des autres provinces	Étudiants internationaux
2025-26	225\$	225\$	750\$
2024-25	216\$	216\$	721\$
2023-24	208\$	208\$	693\$
2022-23	200\$	200\$	666,67\$
2021-22	85\$	111\$	382\$

CULTURE

JESSICA TUCKER

Boucler la boucle: La Marche du Crabe au Labrador

Après une année d'attente, la troupe théâtrale montréalaise La Marche du Crabe est enfin revenue dans la province pour enchainer les jeunes francophones du Labrador les 16 et 17 septembre derniers. Cette compagnie de spectacles vivants brouille les frontières entre la vie et le théâtre dans le but d'intégrer des concepts théâtraux dans la vie quotidienne des élèves.

«Il y avait un sentiment... d'injustice envers les jeunes francophones du Labrador», exprime Sandy Bessette, codirectrice de la troupe, au sujet du passage de la troupe sur l'île de Terre-Neuve l'année dernière. «Avec ce voyage, nous avons un sentiment de complétude pour l'ensemble des élèves francophones du territoire.»

La Marche du Crabe avait obtenu des financements provinciaux pour leur tournée en 2024, cependant, l'absence de soutien du palier fédéral les a amenés à resserrer leurs actions, en temps et en déplacement. Par conséquent, bien qu'ils aient pu visiter les quatre écoles francophones sur l'île, une tournée au Labrador n'a pas eu lieu.

Après une restructuration du portail du Conseil des arts du Canada, la troupe n'a pas pu déposer une nouvelle demande pour aller au Labrador. C'est la nouvelle coordonnatrice du Réseau culturel francophone, Fabienne Christophle, qui s'est occupée du dossier, en partenariat avec le Conseil scolaire francophone provincial (CSFP), l'Association Fran-

cophone du Labrador (AFL), Les P'tits Cerfs-Volants et la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL).

«Rien de ce projet ne pourrait être aussi doux sans la facilitatrice Sophie Gauthier», souligne Sandy Bessette. Madame Gauthier, agente en construction identitaire au CSFP «assure la mise en lien, la coordination et les communications du projet, de A à Z!»

Les ateliers aux écoles Boréale et l'ENVOL se sont très bien passés. La codirectrice de la troupe est contente que les jeunes aient pu plonger dans le théâtre «de bout en bout» et en être touchés.

«Le personnel enseignant et de soutien... se dit avoir été nourri par nos ateliers de sensibilisation aux arts et très touché par le spectacle *Amarelinha*», dit-elle.

Amarelinha est l'histoire d'un groupe d'amis qui a grandi ensemble. Ils sont en train de jouer dans la ruelle quand une nouvelle fille les rejoint et on



La météo à Happy Valley-Goose Bay était très agréable lors de la représentation d'*Amarelinha*, qui se produit normalement en plein air. Photo: Sophie Gauthier

l'invite à jouer. Le spectacle explore l'imagination des amis, ainsi que la douleur d'une jeunesse interrompue par la maladie.

La troupe salue la dévotion des directrices des deux écoles, Nancy Boutin et Chloé Tinkler, qui sont à la fois enseignantes pour pallier le manque de ressources. Elles ont réussi à trouver certains accessoires pour les spectacles, tels que des brouettes, des balais, et des vélos. Sandy Bessette souligne

néanmoins le manque de personnel «criant» aux écoles.

«Nous avons en revanche le sentiment que ce que nous avons apporté et laissé derrière nous saura nourrir les équipes des écoles pour quelque temps», exprime-t-elle. «Nous espérons vivement les revoir avec d'autres projets dans l'avenir et parcourir de nouveau votre magnifique territoire.»

Aly Keita et le dynamisme de la danse

Pendant 12 jours, le Festival de la Nouvelle Danse (*Festival of New Dance*) a mis en vedette l'innovation des danseurs de plusieurs expressions artistiques. Aly Keita, directeur général et artistique de Kira Arts, nous parle de l'atelier qu'il a mené et de son spectacle *Altération*.

PROPOS RECUEILLIS PAR JOHN BABB

Cette entrevue a été révisée pour des raisons de longueur et de clarté.

Le Gaboteur (LG): Comment est-ce que les traditions guinéennes de la danse et des arts influencent votre carrière comme artiste au Canada aujourd'hui?

Aly Keita (AK): C'est là-bas que j'ai tout appris, c'est là-bas que tout a commencé. Donc c'est quelque chose qui ne va pas disparaître, ça va être toujours là, ça va s'améliorer, il va y avoir vraiment comme d'autres expériences qui vont venir s'ajouter à ça, mais ça va rester quand même en majorité, cette influence qui sera toujours là.

LG: Pendant le Festival de la Nouvelle Danse, vous allez mener un atelier bilingue sur la danse africaine. Qu'allez-vous enseigner?

AK: C'est un atelier de rythme, danse, mouvement. Précisément, c'est la danse doundounba. C'est l'une des danses traditionnelles de la Guinée, précisément de la Haute-Guinée. Le doundounba a été créé dans un petit village qui s'appelle Amana. Il y a une cinquantaine de variations des rythmes doundounba. Dans cet atelier, j'en ai choisi un.

C'est un atelier vraiment sur l'initiation parce que c'est une culture aussi, voilà, à chaque fois que je

vais dans un endroit où je n'ai jamais été, ce que je veux c'est vraiment de faire comprendre cette culture, leur rapport entre le rythme et le mouvement, donc ça c'est des choses qui sont les bases à comprendre d'abord avant de rentrer dans la danse africaine.

On dit que celui qui connaît le rythme et la musique, c'est lui qui danse le mieux. Et moi, j'essaie de transmettre le mieux possible toutes les connaissances en ce sens-là pour que les participants puissent quand même partir avec quelque chose, qu'ils apprennent, mais aussi gagner une autonomie.

La chose que j'aime le plus c'est quand je vois les participants aussi se laisser aller. Dans tous les ateliers que je donne, à la fin, j'ouvre un cercle dans lequel les participants aussi s'expriment de leur façon. Donc je pense que c'est la meilleure partie pour moi parce que je suis là pour leur enseigner quelque chose, mais leur voir aussi en train d'essayer de donner de leurs propres, voilà, inspirations là-dedans. Ça, c'est quelque chose que j'aime le plus voir.

LG: Quelle est l'inspiration derrière le spectacle *Altération*?

AK: C'est vraiment une œuvre qui m'a inspiré sur mon parcours - tant humain, que interdisciplinaire. Il y a beaucoup d'influences qui m'ont amené



Aly Keita de Kira Arts a présenté le spectacle *Altération* le 4 octobre à St. John's dans le cadre du Festival de la Nouvelle Danse. Photo: Courtoisie

à créer ce spectacle, à l'image aussi de la compagnie Kira, parce que la compagnie Kira est une compagnie aussi pluridisciplinaire, inclusive, donc diversifiée. Et cette œuvre, il fallait le faire, tu vois, en ce sens-là. Et ça montre aussi le cheminement qui nous permet vraiment de nous transformer en tant qu'être humain à travers les rencontres. Et si je regarde mon parcours depuis la Guinée, passé par le Sénégal, venir ici au Québec, aller à Nunavut, Iqaluit, j'en ai rencontré plein de personnes qui viennent de différentes parties du monde. Et à chaque fois, les rencontres m'ont toujours marqué, m'ont toujours forgé. Et cette œuvre-là, ça a été créé vraiment en ce sens.

SCIENCE

PASCAL LAPOINTE — AGENCE SCIENCE-PRESSE

TikTok, chef de file en désinformation

Selon une analyse des contenus réalisée dans quatre pays européens, dont la France, 20% des messages portant sur des sujets d'intérêt public contiennent des informations fausses ou trompeuses.

Parmi six des plus grandes plateformes, TikTok est la championne... de la désinformation.

Facebook arrive en deuxième position avec 13 %, selon cette analyse réalisée par le site de vérification des faits *Science Feedback*, en collaboration avec d'autres organismes européens (France, Espagne, Pologne, Slovaquie).

LinkedIn obtient la meilleure performance, avec seulement 2% de «prévalence de mésinformation», ce qui suggère, écrit *Science Feedback*, que «les plateformes peuvent concevoir des systèmes qui ne récompensent pas les faussetés».

Mais cette compilation de plus de 2 millions et demi de contenus (incluant Instagram, X et YouTube) confirme encore une fois que les comptes qui répandent des informations fausses ou trompeuses ont une portée plus grande que les comptes crédibles.

Sur YouTube, les comptes catégorisés «à faible crédibilité» ont eu huit fois plus d'interactions par abonné que ceux à «haute crédibilité». Sur X et sur Instagram, c'était environ cinq fois plus. Seul LinkedIn se distingue, en offrant une portée légèrement plus élevée aux comptes à haute crédibilité.

C'est un phénomène qu'on a pu observer ces dernières années dans plusieurs études, notamment autour de la désinformation sur le climat ou autour des fausses nouvelles sur les vaccins contre la COVID: les réseaux sociaux en favorisent la dissémination parce que les fausses nouvelles suscitent davantage d'émotions que les vraies nouvelles. On a aussi pu mesurer ces dernières années que, sur Twitter, devenu X, la désinformation et les propos haineux avaient gagné en portée après l'acquisition de la plateforme par Elon Musk.

Quant à TikTok, la plateforme est apparue à quelques reprises depuis quatre ans sur les écrans radars des chercheurs en désinformation, par exemple pour son abondance de fausses informations sur le TDAH ou pour les conseils douteux en santé mentale que donnaient en 2021 jusqu'au tiers des vidéos consacrées à cette thématique. C'est d'autant plus inquiétant pour la communauté médicale qu'on sait aussi qu'en plus d'utiliser TikTok comme une source d'information, un nombre important d'adolescents et de jeunes adultes l'utilisent comme moteur de recherche : jusqu'à 40% des utilisateurs aux États-Unis, selon des estimations de 2022.

La nouvelle recherche pilotée par *Science Feedback* s'inscrit dans un contexte propre à l'Europe: comme le rappellent les auteurs, en vertu du Règlement européen sur les services numériques (Digital Services Act), entré en vigueur en 2022, «les plateformes doivent montrer qu'elles atténuent les risques systématiques tels que la désinformation». L'objectif de cette recherche, qui devrait avoir une suite en 2026, est donc de fournir des balises pour mesurer si les plateformes se conforment ou non au Code de conduite volontaire qui est associé au règlement européen.

MOTS CROISÉS

N° 946

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

HORIZONTALLEMENT

- Possible.
- On en fait des bottes — Percées.
- Moment de répit — Pas invité.
- Repas léger — Rigolé.
- Congédié — Bistrots.
- Baudet — Décoré.
- Brutal.
- Idem — État actuel des choses.
- Action de retirer — Conjonction de coordination — Pronom personnel.
- Aviné — Mettre en poudre.
- Ville italienne — Bâton de commandement.
- Stérilise des liquides — Son ablation est la néphrectomie.

VERTICALEMENT

- Auteur médiocre.
- À poil — Sa capitale est New Delhi — Bain à remous.
- Serpent venimeux — Rapides.
- Dans la violette — Impitoyable.
- Scandium — Enlever.
- Astate — Boulette de morue pilée — Ouverture d'un violon.
- Qui exalte — Démonstratif.
- Agent secret de Louis XV — Surigneur.
- Distinct — Rugueux.
- Sous un navire — Tailler la pierre.
- À eux — Ruse.

12. Entre deux roues — Prénom féminin.

REPOSSE DU N° 946

Sudoku

JEU N° 946

NIVEAU : FACILE

				6	8			9
			4	9		2	5	
4		1				7	6	
				8				
	5	3				8		1
		9		2		4	3	
8	7					6	1	
	1		8					4
9			6	7				

REPOSSE DU N° 946

Règles du jeu :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

DÉCOUVREZ LA PERCUSSION CORPORELLE

Avec la compagnie Sankofa

ATELIER DE CRÉATION MUSICALE AVEC LES OBJETS DU QUOTIDIEN

ACTIVITÉ GRATUITE POUR TOUS

JEUDI 6 NOVEMBRE 2025
18:30 - 20:00

INSCRIPTION PAR COURRIEL : JEUNESSE@ACFSJ.CA

SEMAINE DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE
CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GRANDS-VENTS
65, RIDGE ROAD, SAINT-JEAN TNL A1B 4P5

Financed by: Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada / Immigrant, Refugees and Citizenship Canada

Funded by: SEMAINE NATIONALE DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE / FFTNL Immigration / ACFSJ / Centre communautaire des immigrants et des citoyens / GRANDS-VENTS

13^e ÉDITION SEMAINE NATIONALE DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE

MERCI D'ENRICHIR notre francophonie

Du 2 au 8 novembre 2025

Financed by: Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada / Immigrant, Refugees and Citizenship Canada

Funded by: fcfca / @FCFA du Canada / semaine.immigrationfrancophone.ca

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

JESSICA TUCKER - IJL - LE GABOTEUR - ATL

Retour sur une année de croissance à l'ACFSJ

L'assemblée générale annuelle (AGA) de l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ) a eu lieu la soirée du 2 octobre dernier. Le bilan de l'année 2024-25 se caractérise par un équilibre financier et par plusieurs changements au sein du conseil d'administration (CA).

C'est Danielle Morin qui préside la 22^e AGA de l'ACFSJ, tenue dans le théâtre du Centre scolaire et communautaire des Grands-Vents (CGV). Assise à côté d'elle, à la tête de la salle, le président sortant du CA, Charly Mini, ouvre l'assemblée en prononçant une reconnaissance du territoire pour les peuples autochtones de la province. La non-présentation d'une telle reconnaissance était le sujet de plusieurs questions des membres de l'ACFSJ lors de l'AGA de l'année dernière.

Monsieur Mini poursuit en soulignant le « franc succès » du partenariat avec le Comité des Langues Officielles des Jeux du Canada 2025. Si les Jeux ont pris beaucoup d'énergie de l'ACFSJ cette année, le président constate que « les francophones ont eu leur jour de gloire le 15 août » en célébrant la fête de l'Acadie. Il met en valeur également la diversité d'activités proposées par l'ACFSJ le long de l'année. Une vingtaine des pages du rapport annuel est consacrée aux résumés de l'événementiel de 2024-25.

États financiers toujours sains

Le rapport de mission d'examen des états financiers indique une augmentation de 54 908\$ des revenus pour la programmation régulière en 2024-25. Cette augmentation comprend une bonification de financement du Patrimoine canadien de 29 392\$, ainsi que de notables hausses en frais de service, locations externes, et d'autres financements à l'échelle fédérale. Les dépenses ont également augmenté: les plus grands accroissements sont attribués aux matériaux (23 507\$), aux salaires (20 297\$) et aux honoraires (12 902\$). L'excédent des dépenses sur les revenus est un négligeable 87\$.

Louis-Christophe Villeneuve, directeur général de l'ACFSJ, annonce que la prévision budgétaire de l'année prochaine est balancée, tout comme cette année. Selon les chiffres, l'Association compte embaucher encore de personnel en 2026. Le budget prévisionnel consacre 290 547\$ aux salaires, une augmentation de 29 536\$. Cette croissance considérable de la masse salariale –50 000\$ sur deux ans– s'explique, selon Monsieur Villeneuve, par « l'explosion » des programmes parascolaires, inaugurés il y a trois ans.

Assurances et excédents

Un membre a mis en question au mi-point de l'AGA un excédent des revenus pour les activités spéciales qui s'élevait à 33 297\$. Charly Mini explique que cette somme est attribuée à des activités qui n'étaient pas conclues avant le 31 mars 2025. Le vice-président de l'ACFSJ, Étienne Vuillaume, fait savoir que les informations sur la grande majorité de cet excédent, dont 33 210\$, « existent » dans le rapport, dans l'état de l'évolution de l'actif net. Selon la personne qui a posé la question, les fonds « en cours » auraient dû figurer au rapport de 2026 et non en 2025. Suite à cette discussion, le CA décide de publier une révision ultérieure à ce sujet.

D'ailleurs, Louis-Christophe Villeneuve laisse savoir que les plafonds de financement du Patrimoine canadien changent pour l'année 2025-26. Auparavant, les revenus de l'ACFSJ n'étaient pas d'une ampleur qui nécessitait un audit complet. Cependant, pour l'année prochaine, son état financier fera l'objet d'un audit complet.



Le nouveau CA de l'ACFSJ. De gauche à droite: Caroline Fortune, Étienne Vuillaume, Dieudonné Keumegne, Axel Belgarde, Charly Mini. Absent de la photo: Yacine Amirouche. Photo: Jessica Tucker

Vers la fin de l'AGA, Dieudonné Keumegne aborde le sujet du coût de la vie. Il note que d'autres organismes proposent des rabais sur de tels services que l'assurance pour leurs membres et demande si l'ACFSJ pourrait éventuellement offrir quelque chose de similaire. Louis-Christophe Villeneuve avoue que le CA avait auparavant étudié l'idée, enfin mise de côté en raison de l'énorme demande de travail pour la réaliser. Étienne Vuillaume confirme toutefois une discussion à ce sujet lors de la prochaine réunion du CA. À suivre.

Remaniement du conseil d'administration

Les élections de l'ACFSJ ont eu lieu lors de l'AGA, le jour même de plusieurs élections municipales aut-

our de la province. Caroline Fortune obtient 68% des votes et devient la nouvelle présidente de l'Association. Elle succède à Charly Mini, qui a tenu le poste depuis 2022. Installée à Terre-Neuve-et-Labrador il y a neuf ans, la Française, qui compte trois ans sur le CA de l'ACFSJ, se dit connaître les enjeux de la communauté.

En plus du poste vidé par Madame Fortune, les mandats de deux autres membres du CA, Tasneem Jaffur et Nathalie Djan-Chékar, sont arrivés à terme. Les trois personnes élues à leur place sont Dieudonné Keumegne, Axel Belgarde, et Charly Mini. Étienne Vuillaume et Yacine Amirouche complètent le CA. Leurs mandats respectifs arriveront à terme l'année prochaine.

Qui sont dans nos écoles francos?

Le 1^{er} octobre, le Conseil scolaire francophone provincial a dévoilé sur ses réseaux sociaux le nombre d'élèves inscrits dans les écoles francophones de la province. Environ 30 élèves de plus se sont inscrits dans les écoles francophones cette année par rapport à l'année dernière, ce qui porte le nombre total d'élèves francophones à 436. Cette année, les écoles de St. John's ont redéfini leurs zones de fréquence afin d'accueillir des élèves plus jeunes à l'École Rocher-du-Nord. [JB]

École	Population étudiante 2025-26
École Boréale	31
École l'ENVOL	54
École des Grands-Vents	132
École Notre-Dame-du-Cap	20
École Rocher-du-Nord	148
École Sainte-Anne	51
Total	436

| Suite de la page 8: ALY KEITA ET LE DYNAMISME DE LA DANSE

LG: Le matériel promotionnel de cette interprétation pose les questions suivantes: «Comment est-ce que nos vies s'entrelacent? Comment arrive-t-on à bâtir des équilibres prospères? Qu'est-ce qui arrive quand ils tombent en panne?» Comment ce spectacle traite-t-il ces questions?

AK: Ça se voit tant sur la scène, tant dans la lumière, tant dans les séquences, que dans la musique. Comme je viens de dire, là-dedans, il y a beaucoup de transformations. C'est quand on regarde la dimension musicale: la musique est bâtie sous beaucoup d'influences, par exemple occidentales et africaines. Le violon, le violoncelle, qui arrivent quand même à transformer des rythmes qui sont joués par les djembés, ce sont des instruments percussifs. Et là-dedans, on voit aussi que les corps se déploient dans l'espace de plusieurs façons qui leur permettent vraiment de transiter d'un cycle à l'autre. Ce qui nous permet vraiment d'aller chercher chaque personne dans son identité et d'en donner et d'en démontrer aussi nos différents parcours en échange.

LG: Le spectacle met également l'accent sur «les dimensions écologiques et spirituelles». Comment peut-on représenter l'écologie et la spiritualité en danse?

AK: Ça a toujours été l'écologie, la spiritualité. La danse, c'est la spiritualité. C'est naturellement comme ça. La danse, c'est ça. La musique aussi. L'art, en général, c'est la spiritualité. L'art vient de là. Chez nous, on dit que les instru-

ments appartiennent aux djinns. Les djinns, ce sont des esprits. Et la danse aussi existe dans cette dimension-là. Donc, la spiritualité, elle est là. L'écologie aussi. L'écologie, si on regarde la dimension écologique là-dedans, ce sont des choses qui naviguent en même temps. Ce sont des cycles. Et moi, dans l'œuvre, vraiment, on sent du point de vue musical, parce que dans la chorégraphie, moi, je commence par composer le son. Et quand tu es dans la pièce, tu entends des sons qui viennent chercher, qui viennent t'amener là-dedans. La chorégraphie est accompagnée par des éléments sonores qui permettent vraiment de rentrer dans une dimension spirituelle. Et c'est ce qui détermine les actions aussi qui se font et qui se déploient sur la scène. Dans la dimension écologique aussi, tout se détermine dans le son aussi, parce que quand on entend le son, ça nous permet d'aller chercher encore plus, d'aller chercher la compréhension de qu'est-ce qui se passe et c'est ça que le corps définit.

LG: Quelle impression ou impact espérez-vous livrer au public qui visionne votre spectacle?

AK: Dans chaque pièce d'ailleurs que j'écris, j'aimerais que le spectateur vive l'expérience, la ressente. Pas juste venir voir, mais il faut que tu la sentes avec nous, tu vis avec nous le spectacle. Le spectacle est fait exprès pour ça. Les éléments sonores qui sont présents vont aller chercher le spectateur à plonger dans le même état d'esprit que nous. C'est ce qui permet au spectateur de se laisser plonger et d'être capté par ce qui se passe, par ce moment-là.

CLAVARDAGE PROVINCIAL

PROPOS RECUEILLIS PAR MAYA MARMOUCHE

La voix jeunesse lors des élections

«Whadda y'at?», quoi de neuf mes amis terre-neuviens et labradoriens? La Gaboteuse, basée dans son bateau, discute régulièrement avec ses amis d'expression française qui résident partout dans la province.

Voici une discussion avec Adrielle Yoga de St. John's!

LG Coucou! Comment ça va? L'automne est vraiment arrivé, j'adore les couleurs des feuilles, mais il commence à faire bien froid ces jours-ci!

AY Salut La Gaboteuse! Oui, ça va bien, merci. Et toi? Oh oui, le vent glacial me rappelle que l'hiver approche déjà...

LG Moi aussi! Mais j'aime bien, c'est cosy avec des chandails et des boissons chaudes. Et puis, tu sais quoi? Avec l'automne arrive aussi quelque chose de super excitant cette année...

AY Est-ce que tu parles de l'Action de grâce? Ahhh le dindon chaud, le gravy, les patates crémeuses... j'ai faim juste en y pensant!

LG Mmm, oui, mais moi, je parlais de quelque chose d'encore plus excitant!

AY Ohhh tu veux dire Halloween? J'le savais! Te souviens-tu quand t'étais déguisée en poulet? On avait fait du porte-à-porte dans toutes les rues et toutes les maisons et on était revenus avec des sacs pleins de bonbons!

LG Maintenant on sait pourquoi le poulet a traversé la route! 😂 Mais non, je ne parle pas non plus d'Halloween!

SL Haha! Bon alors, qu'est-ce qui est plus excitant que l'Halloween?

LG Les élections, bien sûr.

AY Ah oui, les élections! J'aurais tellement aimé pouvoir voter, mais j'ai 15 ans... ça me frustre un peu.

LG Si seulement les jeunes pouvaient voter! On aurait des idées fraîches et de nouvelles perspectives.

AY Haha, c'est vrai! Mais tu sais quoi? À mon école, Rocher-du-Nord, on fait un mini-scrutin pour voter exactement comme les adultes. C'est une façon de se familiariser avec le processus et de discuter des enjeux locaux pour vraiment réfléchir à quel parti on voudrait soutenir. C'est super cool et ça nous donne quand même l'impression de faire entendre nos voix!

LG Ah oui, j'adore cette idée! As-tu déjà une préférence?

AY Personnellement, j'aurais voté pour le Nouveau Parti démocratique (NPD). Leur plan pour le logement me parle beaucoup, surtout avec les loyers qui montent à St. John's. Ils veulent contrôler un peu les loyers, construire plus de logements et aider ceux qui risquent de se faire expulser.

LG Et les autres partis, tu en penses quoi?

AY Les Libéraux ont gagné le dernier scrutin dans Waterford Valley avec John Abbott, même si c'était serré. Mais je trouve que leur plan pour le logement n'est pas aussi solide que celui du NPD. Les Progressistes-Conservateurs, eux, sont surtout concentrés sur l'économie et les impôts, ce qui est aussi important.

LG Qu'en penses-tu en tant que francophone en milieu minoritaire?

AY Il faut que tous les partis prennent ça au sérieux. Plus de programmes scolaires en français, plus de soutien pour nos communautés et que nos voix soient entendues. Franchement, je pense que le NPD est le plus proche de ces valeurs. Ils semblent plus attentifs aux besoins des minorités linguistiques et à l'inclusion.

LG C'est important qu'on suive ces discussions, même si on ne peut pas encore voter. On peut au moins partager l'info et sensibiliser nos amis et notre famille.

AY Oui! Et je rêve du jour où on pourra voter et défendre nos droits et nos besoins en français dans notre province.

LG Bon, assez parlé de politique. On se prépare pour Halloween maintenant?

ACTUALITÉS

INÈS LOMBARDO - FRANCPRESSE

Reconnaissance et fin des hostilités: qu'est-ce suivra pour la Palestine et le Canada?

FRANCPRESSE – Le 21 septembre, le Canada a reconnu l'État de Palestine, en marge de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU). Qu'est-ce que cela va changer pour la population palestinienne, alors que l'accord entre Israël et le Hamas en cours signe tout juste la fin d'un conflit qui a duré deux ans et la libération des otages des deux côtés.

«La reconnaissance pousse les pays autour de nous», estime le député libéral de Mississauga-Centre, Fares Al Soud, premier Canadien d'origine palestinienne élu au Parlement.

«Israël reste un allié des États-Unis, de la même manière qu'il reste un allié pour nous. Les États-Unis regardent leurs alliés reconnaître l'État de Palestine, indiquer qu'il y a une crise humanitaire et ce que j'appelle un génocide. Allons-nous continuer de la même manière que nous l'avons fait depuis des générations? Où allons-nous changer de cap?»

«Il est indéniable que la reconnaissance d'un État palestinien souverain et indépendant revêt à bien des égards un caractère symbolique, admet le député. Mais le symbole en soi n'est pas insignifiant. C'est un symbole que, pendant des

générations et des décennies, les politiciens canadiens ont refusé de mettre de l'avant.»

Selon lui, la reconnaissance contribue à instaurer une «relation entre les Palestiniens et les Israéliens dans la région».

Couper avec Israël?

Le professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, Rachad Antonius, contrecarre: pour lui, malgré la reconnaissance, «nos politiciens continuent à appuyer indéfectiblement Israël, car ils voient la guerre comme Israël la voit».

Le professeur Antonius souligne que sur le site Internet du gouvernement, on peut lire que le gouvernement canadien mentionne les «territoires occupés» par Israël.

«Si ce sont des territoires occupés militairement par

Israël, et le Canada dit que les colonies sont illégales, logiquement Israël ne peut pas être en situation de légitime défense, elle est une puissance occupante. Or, quand tous nos politiciens disent qu'Israël a le droit de se défendre, ils violent les principes du Canada.»

Au cours des deux dernières années, la pression civile au Canada s'est accentuée pour que le pays coupe ses liens avec Israël, diplomatiques et économiques, en cessant d'exporter des armes dont la destination n'est pas connue et en révisant l'accord de libre-échange entre les deux pays.

«Ce pourrait être un moyen de gérer la situation. Mais cela isolerait encore davantage Israël. Et je ne suis pas certain que ce soit en faveur des personnes sur le terrain», estime le député Al Soud.

D'après lui, cela enverrait le message selon lequel le Canada est anti-israélien. «Or, ce n'est pas le cas. [...] Le problème n'est pas quand on n'est pas d'accord. Le problème c'est quand on arrête d'avoir des conversations.»

Le Canada se trouverait ainsi exclu de discussions importantes sur la Palestine et sur la scène internationale en général: «Je ne veux pas punir les Israéliens pour les actions du gouvernement de Nétanyahou. [...] Qu'est-ce qui va le plus directement affecter le gouvernement Nétanyahou en ce qui concerne ce génocide? Et qu'est-ce qui va sauver plus de vies?», interroge le député Al Soud.

Il concède toutefois: «Peu importe à quel point ce gouvernement agit rapidement, ce sera toujours trop lent, parce

que les gens mourront chaque minute de chaque jour. C'est absolument vrai en même temps que les pressions externes, comme le débat avec Trump aux États-Unis, ont probablement un rôle à jouer dans la vitesse à laquelle nous sommes capables de nous mobiliser et d'être sur le sol.»

Dans la même veine, l'élu soutient que le gouvernement canadien veut pouvoir condamner aussi bien les attaques du Hamas le 7 octobre 2023 que le génocide d'Israël en cours à Gaza.

Le professeur Rachad Antonius rappelle que plus de 7300 Palestiniens sont morts aux mains du gouvernement Nétanyahou entre le 1^{er} janvier 2008 et le 29 septembre 2023, selon Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations unies. «En toute indifférence», ajoute-t-il.

Signes du début de la fin

«Je suis en faveur de tout ce qui arrête de faire mourir les gens», commente Fares Al Soud, à propos du plan de paix proposé par Donald Trump pour Gaza.

La première phase de ce plan de 20 points a fait l'objet d'un accord entre Israël et le Hamas signé le 9 octobre, qui met en œuvre une première phase du plan. Il signale la fin de la guerre. Un cessez-le-feu entrerait en vigueur dans les 24 heures et tous les otages devraient être libérés des deux côtés. Israël doit maintenant relâcher 1700 prisonniers palestiniens, dont 450 enfants, ainsi que 250 autres condamnés de prison à vie.

Le Hamas va libérer une quarantaine d'otages: dont plus de la moitié ont été assassinés.

Le plan de Donald Trump est controversé, entre autres en ce qui concerne la gouvernance de transition de Gaza, qui serait supervisée par Donald Trump et l'ancien premier ministre du Royaume-Uni, Tony Blair. À l'heure d'écrire ces lignes, le flou persiste sur les détails de la délivrance de l'aide humanitaire, comme la nourriture et les besoins médicaux urgents et vitaux entreraient dans l'enclave palestinienne où 92 % auraient été détruites. Plus de 150 camions ont traversé le jour de la signature la frontière égyptienne en direction de Gaza, selon le Croissant rouge égyptien, relate le quotidien français *Le Monde*.

POLITIQUE INTERNATIONALE

CODY BRODERICK - IJL - LE GABOTEUR - ATL

Trois Terre-Neuviennes retournent de l'Israël

Une centaine de personnes se sont rassemblées devant l'hôtel de ville de St. John's le 8 octobre dernier pour appeler aux politiciens locaux et fédéraux d'aider les trois Terre-Neuviennes qui sont détenues en Israël, Devoney Ellis, Sadie Mees et Nikita Stapleton. Quelques jours suivants, on annonce leur retour.

Le 8 octobre, des voitures descendant la rue New Gower Street ont manifesté leur soutien à la centaine de manifestants en klaxonnant. Dans différents endroits de la foule, le noir, le blanc, le vert et le rouge du drapeau palestinien flottant avec autant d'énergie. Que revendique-t-on? En plus d'un embargo sur les armes, on appelle pour la libération de trois Terre-Neuviennes détenues en Israël qui se sont portées bénévoles dans le cadre de la Coalition de la flottille de la Liberté (CFL).

Devant l'hôtel de ville, l'organisateur au sein du groupe Palestine Action YYT, Daniel Smith, a remercié la foule pour s'être rapidement rassemblée en signe de soutien et pour son «ardeur pour la justice».

À bord le navire *Conscience*, avec

sept autres bateaux et plus de 140 autres bénévoles qui font partie de la CFL, dont des professionnels de la santé et des journalistes, Devoney Ellis, Sadie Mees et Nikita Stapleton transportaient de la nourriture et des fournitures médicales aux Palestiniens touchés par la guerre. Selon la CFL, la valeur des fournitures s'élevait à plus de 110 000 dollars américains. Les huit bateaux ont été interceptés par les forces israéliennes à 220 kilomètres de sa destination et, selon la CFL, les avocats en Palestine ont signalé que les bénévoles avaient été transférés à la prison de Ketziot. La CFL suppose que les détenus ont participé à des audiences du tribunal au cours des jours suivants, soit pendant le délai imparti pour la rédaction de cet article.

«Ramenez-les chez elles sains et

saufs», a-t-il déclaré Daniel Smith, tout en menant les chants.

Briser le silence

Des manifestants se sont aussi rassemblés devant les bureaux des politiciens fédéraux, dont Joanne Thompson le matin du 8 octobre et Paul Connors le lendemain.

Joanne Thompson a confirmé sur ses réseaux sociaux que les trois Terre-Neuviennes étaient détenues en Israël et que le gouvernement fédéral «travaillait sans relâche pour assurer leur sécurité, leur libération rapide et leur accès aux services consulaires». Malgré les communications de Joanne Thompson depuis ce matin-là, lors de la manifestation à l'hôtel de ville, Daniel Smith a dénoncé son long silence et son ab-

sence au sein de sa circonscription. Paul Connors, quant à lui, réaffirme sur sa page Facebook que «le consulat canadien en Israël est au courant de la situation et agit en conséquence».

Bien qu'un cessez-le-feu ait été déclaré le 9 octobre, la CFL et les manifestants de St. John's restent fermes dans leurs revendications: libérer les bénévoles, apporter une aide directe à la Palestine et mettre fin au blocus de Gaza, tout comme au génocide palestinien et à la brutalité du gouvernement israélien.

Après quelques jours de suite de manifestation, on a libéré les 40 bénévoles le 12 octobre dernier. Les rassemblements en solidarité avec la Palestine, quant à eux, poursuivent sans relâche.